

*Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraités/es de Solidaires Bouches du Rhône :*

Le grand cirque de Macron : les retraité/es lui disent CA SUFFIT !

Jeudi 31 janvier, dans toute la France comme à Marseille, à 10h sous l'Ombrière, auront lieu des rassemblements à l'appel de l'UNIRS/Solidaires13 et du groupe des 9 organisations de retraité/es pour interpeller à nouveau le président Macron qui n'a aucune considération pour les retraité/es.

Dans sa lettre aux français/es, comme dans son Grand Débat il se moque de nous :

- **rien** sur le pouvoir d'achat des retraité/es qu'il persiste à casser en nous dépossédant de nos cotisations dans une remise en cause de notre droit à la retraite,
- **rien** sur sa réforme de retraite à points, véritable choix inique appauvrissant définitivement les retraité/es,
- **rien** sur sa réforme sur la dépendance alors que les services d'aide à domicile et EHPAD publics et associatifs sont saignés à blanc

Depuis plus de 4 ans, les retraité/es n'ont pas attendu cette parodie de concertation pour se mobiliser avec le groupe des 9 organisations et porter leurs revendications.

Ils/elles se sont opposé/es à un grand nombre de mesures fiscales qui se sont ajoutées les unes aux autres, au gel de leurs retraites, à la hausse de la CSG exigeant son annulation pour tous les retraité/es

Mais Macron renie ses engagements « **de préserver le pouvoir d'achat des retraité/es** ». Il nous méprise. Il ne veut pas entendre les retraité/es, dont beaucoup se retrouvent dans des situations d'extrême précarité, après plus de 40 ans de labeur au SMIC et une retraite qui ne leur permet plus de vivre décemment, de boucler leur fin de mois, de se soigner, d'être obligé de faire des kilomètres pour trouver un service public encore disponible (Poste, Sécurité Sociale...).

Jeudi 31 janvier, au Vieux Port, nous lui rendrons ses « cadeaux » empoisonnés pour récupérer l'argent public : 4,7 milliards de hausse de la CSG, 8,8 milliards volés sur nos années de travail et de cotisations sociales par la désindexation des retraites ainsi que la baisse des APL et des prestations sociales gelées ou sous indexées.

Sans oublier les « cadeaux » de fin d'année de sa ministre Buzin qui augmente dès janvier tous les remboursements et va faire flamber les complémentaires santé.

Nous viendrons récupérer ses cadeaux aux plus riches : 5 milliards d'ISF, 1,5 milliard d'Exit Tax, 40 milliards de CICE, des milliards de fraude et évasion fiscale légale pour les multinationales...

Et Macron ne se prive pas de transgresser le Code de la Sécurité Sociale qui fixe l'indexation des retraites sur le coût de la vie. Il veut réduire notre retraite à une allocation sociale concédée ! Il transgresse encore l'histoire en voulant renier notre système de retraite pour une réforme à points injuste, sans aucune garantie avec la valeur du point fixée au gré des marchés ouvrant droit aux fonds de capitalisation.


Il ne cesse de dire que « ceux qui travaillent paient les retraites » : comme si les retraité/es volaient l'argent aux travailleur/ses, une façon de dévoyer la solidarité intergénérationnelle avec les cotisations sociales versées d'une génération à l'autre

Il n'en est pas à une régression près : il casse la Sécurité Sociale en supprimant les cotisations sociales et, pour la 1ère fois de l'histoire, l'État ne compensera plus la baisse des cotisations qu'il décide.

C
O
M
M
U
N
I
Q
U
E

D
E

P
R
E
S
S
E



Il casse nos services publics et associatifs, laissant les retraité/es isolé/es et démuné/es pour faire la place aux assurances privées, aux groupes financiers, véritables vautours avides de spéculation immobilière et financière. A Marseille, comme partout, fleurissent les start-up dites sociales en lieu et place d'associations sociales ou de centres sociaux comme ont fleuri les scandaleux EHPAD.

Sourd à nos revendications et à toutes les mobilisations pour la défense de nos biens communs et de nos droits sociaux, hors des organisations de retraitées et de tous les corps intermédiaires, il s'est empressé de mettre en acte la politique réclamée il y a 10 ans par le Medef : « **Défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance** ».

Un programme pour lequel nos parents et grands-parents se sont battus, ont créé la Sécurité Sociale et notre modèle social avec les politiques de redistribution et des services publics et associatifs adaptés aux besoins.

Les retraité/es sont déterminé/es à ne pas le laisser nous imposer ce retour irresponsable au XIXème siècle pour les jours qui nous restent et pour les générations futures

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11